Débat sur l'évolution statutaire des partenariats avec Paris Ouest Nanterre

La loi Fioraso a donné jusqu'à juillet 2014 pour que les établissements fixent les règles à partir desquelles ils organisent leur partenariats relevant de la coordination territoriale imposée par la Loi.

1/ Le cadre général et légal

Ce cadre s'organise autour de trois scénarii :

- les établissements créent un nouvel établissement (EPSCP) sous forme d'universités fusionnées
- les établissements créent un nouvel EPSCP « communautaire » celui-ci ayant en charge la coordination territoriale pour le contrat unique de site.
- les établissements s'associent à un ou d'autres EPSCP, l'un d'entre eux étant chef de file pour le contrat unique de site.

Chacun des choix donne lieu à une publication par décret, c'est à dire que le ministère entend jouer son rôle de tutelle jusqu'à ce niveau de structuration.

Tous s'inscrivent dans un contrat de site à l'échelle du regroupement, négocié avec le ministère, celui-ci étant organisé en un volet commun pour ce qui est partagé ou transféré et des volets spécifiques pour chacun des établissements.

La fusion est un choix rejeté dans le cadre du partenariat P8 et P10, et à notre connaissance personne ne défend ce scénario. Dans un certain nombre d'universités dans lesquelles les directions s'étaient engagées vers la fusion, la Comue apparaît comme une solution intermédiaire – transitionnelle – vers une future fusion. Ce choix semble avoir souvent les faveurs du ministère. Et cela ne contribue pas peu à une aversion à l'égard d'une Comue.

Pour ce qui nous intéresse dans le cas d'UPL, le choix d'une Comue avec compétences transférées n' pas été retenu par les deux établissements, comme en attestent le contrat de site et le projet de statuts tels que présentés devant les instances.

C'est un projet de Comue à deux établissements universitaires et un organisme de recherche, le Cnrs. Centré autour d'un champ scientifique commun des sciences humaines et sociales, la qualité scientifique évaluée en fait l'un des principaux en France, sans être pour autant dans des dimensions gigantesques.

Le choix de rejeter l'association comme la Comue n'est qu'un non choix, qui renvoie au ministère le choix du regroupement territorial alors imposé.

2/ Comue ou association : un gouffre de divergences ou deux façons différentes d'aborder des « résistances créatrices »

Restent donc dans le débat déjà largement ouvert le choix de la Comue ou celui d'un cadre associatif.

A cette heure, nous disposons de deux textes provisoires de statuts pour la Comue UPL d'un côté, de statuts d'association proposé par Pour Paris 8 de l'autre. Nous disposons en outre

- des principales critiques portées à l'encontre de la Comue depuis le début de l'année.
- des cas d'autres associations qui renvoient tous à des établissements territorialement décentrés et numériquement beaucoup plus faibles que l'EPCSP auxquels ils s'associent. A noter que dans nombre des cas, ces établissements n'ont pas eu d'autre choix que l'association, les EPCSP chef de file refusant d'être mis à égalité avec ces établissements dans le cadre d'une Comue. Aucun cas

d'association correspondant à une configuration comparable à P8-P10 n'existe à ce jour.¹

Avant de se « déchirer » sur ce choix², sans doute faut-il rappeler que le cadre commun est important puisque, semble-t-il, nous partageons avec les porteurs du projet d'association

- la volonté de s'inscrire dans un partenariat étendu avec Paris Ouest
- la volonté que ce partenariat ne soit pas exclusif
- la volonté de conserver notre liberté de décision
- une approche très critique des réformes universitaires en cours depuis des années, notamment sur des regroupements territoriaux qui conduisent souvent à des marches forcées et une faible association des personnels.

Reste une question, majeure : savoir comment défendre au mieux les projets qui peuvent être les nôtres, nos valeurs universitaires et notre conception du service public. Pour ce qui nous concerne, nous pensons que le choix d'une Comue « compétences partagées » limitée à deux universités nous arme plus qu'un cadre associatif qui n'échappe pas à de nombreuses faiblesses sans offrir autant de garanties que ses défenseurs ne le croient. Il ne s'agit donc pas d'épouser les vues du ministère mais de « jouer » avec le cadre légal (au même titre que le choix de l'association cherche à jouer avec ce cadre légal) pour incarner simultanément des résistances et des évolutions inventives de notre mission universitaire.

3/ Un projet de Comue fondée sur des principes démocratiques et de prudence

Les principes régissant les projets actuels de statuts de la Comue tournent autour des suivants :

1. la configuration actuelle du regroupement ne peut être modifiée sans modification de statuts et donc sans nouveau décret ; et la modification des statuts à la majorité qualifiée des membres impliquera un accord partagé au niveau des différents établissements ;
2. l'appartenance à la Comue est réversible, le retrait de celle-ci étant codifié
3. les compétences dévolues à la Comue sont
 1. une compétence propre liée à son rôle de coordination territoriale telle que définie dans la Loi, coordination qui repose sur un accord entre les trois établissements et un traitement à égalité des membres
 2. des compétences partagées qui constituent le principe de base de cette communauté d'université
 3. des compétences propres pour des projets qui seraient portés au niveau de l'UPL (qui s'ajouteraient aux activités actuelles des établissements et non s'y soustrairaient)
4. aucune compétence n'est transférée. Si tel devait être le cas, cela serait le fruit d'une décision commune, avec l'accord préalable des CA des établissements membres et avec une modification des statuts – donc republication d'un décret
5. les instances de la Comue comportent une majorité d'élus qui le sont directement par les personnels – ce que le Pres ne nous permettait pas pour le CA.
6. Le conseil académique de la Comue, consultatif, comprend 70 % d'élus
7. le principe d'égalité de traitement entre les deux universités est garanti à chaque disposition statutaire
8. le principe est « d'associer les associés » - en assurant leur représentation dans les instances, sans pour autant leur accorder le même poids que les membres

La version 0 des statuts a été envoyée au ministère en même temps que communiquée aux instances des trois établissements. Cette version est soumise à évolution à partir des contributions ou des éventuels amendements.

A la mi juin, une version d'étape doit pouvoir être établie afin d'aboutir à un projet commun aux

1 Mulhouse avec Strasbourg unifié, Chambéry avec Grenoble unifié, Pau avec Bordeaux partiellement unifié, etc

2 Nous espérons que la proposition que nous avons faite de table-ronde saura faire apparaître les différences sans déboucher sur des déchirements - Osons un débat constructif !

trois établissements puisque les statuts doivent être adoptés (dans le cas d'une Comue comme d'une association) par les CA des membres actuels.

La loi, à cette heure, donne comme délai le mois de juillet, ce qui semble être aussi celui du Cnrs. Cela n'interdit en rien, dans nos débats, de prendre en compte une demande qui monte d'un moratoire, sans que pour autant nous n'ayons à cette heure de garantie de l'obtenir. On ne peut donc rester l'arme aux pieds.

4/ des statuts qui répondent aux inquiétudes exprimées

Dans le débat que nous avons avec « Pour Paris 8 » (en sachant que de notre côté nous ne sommes pas Contre Paris 8...), il est possible de recenser 10 arguments invoqués à travers les trois derniers textes pour contester le choix de la Comue.

Objections	Comue UPL	Association Version 0 PP8
<i>1/ L'appartenance à la Comue serait irréversible</i>	Les statuts prévoient explicitement les conditions du retrait dans le délai d'un an	idem
<i>2/ Le passage de la Comue à la fusion pourrait se faire par un simple vote à la majorité absolue du Ca de l'UPL</i>	Non seulement la fusion suppose l'accord préalable des établissements membres et de leur CA, mais cela est vrai aussi de toute compétence qui serait transférée. On est donc très loin d'un « simple vote »	Rien n'interdit, dans les mêmes conditions, une association de vouloir entamer une fusion. Les procédures sont exactement les mêmes. Tout transfert de compétence, fût-il le plus réduit, est impossible sauf à demander à ce que l'association bénéficie d'une délégation de service public
<i>3/ Les universités ne pourront choisir librement ce qu'elles mettent en commun</i>	Pour que les universités ne soient pas libres de leur choix, cela suppose une intervention autoritaire de la tutelle, qui n'est pas impossible au vu de son « attention » sic.	L'association n'est pas plus épargnée par d'éventuelles interventions autoritaires, dont la première sera celle d'accepter ou non le cadre associatif puisque celui-ci suppose aussi un décret du ministère.
	Quel que soit le choix retenu, les universités restent sous la tutelle du ministère, qu'elles soient associés ou communautaires.	
<i>4/ Il y a un risque d'exclusivité des partenariats avec la comue contrairement à l'association</i>	Ce risque n' a rien à voir avec le cadre statutaire car rien dans le cadre réglementaire impose d'exclusivité. Il est par ailleurs contredit par la réalité, voir Condorcet et MSH par exemple	Si l'association ne conduit pas plus que la Comue à la non exclusivité, l'association n'est pas exonérée d'un contrat unique de site pour ce qui concerne la coordination territoriale. En outre, alors que dans la Comue les deux universités sont à égalité dans la négociation contractuelle, dans l'association il faut s'en remettre à un des ECPS coordonnateur.
<i>5/ Un mille feuille sans suffrage direct</i>	Les statuts proposés prévoient non seulement un suffrage direct mais aussi 50% d'élus dans le CA . Ils prévoient un conseil académique avec 70% d'élus dans le conseil académique, conseil consultatif pour aborder collégalement ³ les questions de recherche et de formation dans les partenariats.	Les statuts prévoient une représentation des établissements sans élection ni représentants des personnels dans l'équivalent de CA. (qui participe autant d'un mille feuilles) mais sans voix délibérative. Le représentant de l'établissement coordonnateur n'est responsable devant aucune instance et en ce sens a les pleins pouvoirs La discussion autour des partenariats ne fait l'objet d'aucune discussion collégiale à l'échelle de l'ensemble des partenaires Sont proposés plusieurs réunions statutaires communes d'instances des membres (dont les associés autre qu'université) pouvant dépasser

3 Une critique rigoureuse doit être faite à l'égard des conseils sortants pour en améliorer le fonctionnement

		<p>la centaine de membres (voire atteindre 200) sans qu'aucune compétence ne soit précisée. On a donc un mille feuille encore plus complexe et sans objet délimité.</p> <p>Nulle part il n'y a de représentants élus au titre de la coordination territoriale et encore moins de suffrage direct.</p>
6/ <i>Le rattachement des personnels à un établissement risque d'être mis en cause au profit de toute la Comue</i>	<p>Cela suppose une mise en place d'une gestion des personnels au niveau de l'UPL avec compétences transférées – donc voir plus haut.</p> <p>Or tel n'est pas le choix de la Comue UPL, les textes ne le rende pas possible</p>	<p>L'association peut dans les mêmes conditions, mais avec moins de contrôle démocratique, mettre à disposition des personnels comme en atteste le choix fait dans les statuts proposées par les associatifs à Paris 7 .</p>
7/ <i>La comue risque de nous coûter cher financièrement</i>	<p>Ces craintes s'appuient sur des exemples pris dans le cas d'université fusionnées. Renvoient donc aux restructurations/reconfigurations des services qui ne correspondent pas au cadre proposé par la Comue UPL.</p> <p>En revanche, et quoi que l'on en pense sur le plan des principes, l'appartenance à la Comue nous rend éligible pour un certain nombre d'appels à projet et de financements</p>	<p>L'association ne coûte pas plus cher que la Comue (version compétences partagées) mais elle ne rend pas éligible à un certain nombre de financements</p>
8/ <i>Le délai est trop court</i>	<p>Il ne dépend pas de nous sauf à ce que les rapports de forces évoluent et ce délai s'applique aux deux cas proposés</p>	
9/ <i>Politiquement le choix de l'association est un choix antiLRU2 à l'inverse de la Comue</i>	<p>La Comue compétences transférées reprend un cadre réglementaire autorisé par la Loi mais s'en éloigne de l'esprit tout autant que l'associatif puisque tous les deux à l'opposé de logiques fusionnelles</p>	
10/ <i>Sentimentale</i>	<p>Que dire face à un tel argument ? Si ce n'est que personne n'a le monopole du sentiment en la matière.</p>	

5/ ce que l'association ne garantit pas

- puisque chef de file il y a et jusqu'à ce que ce soit le cas, la négociation des termes du contrat est délégué au chef de file alors que dans la Comue cette négociation est partagée à égalité
- il y a une mise sur un pied d'égalité des établissements et tous les associés (1 voix pour une école au même titre que pour une université) et donc une marginalisation des universités
- il y a encore plus d'étages supplémentaires que dans la Comue mais ils ne comprennent aucun élu direct au titre de la coordination territoriale ; dans ce domaine tout est renvoyé au représentant du président de l'établissement coordonnateur avec, certes, un droit de veto des établissements qui n'est ni plus ni moins efficace que dans le cadre de la Comue Upl
- la « vie » est ainsi mal faite qu'il n'y a pas d'éligibilité à nombre d'appel d'offres ;
- si les partenariats recouvrent un contenu, il n'y a aucun lieu d'évaluation collégiale des projets partagés sur des bases scientifiques ou de formation ;
- le projet d'association ne correspond pas au cadre actuel de partenariat entre deux universités de taille comparable avec un organisme de recherche comme le Cnrs, ce qui est logique avec le fait qu'il a été intégré dans la Loi pour d'autres cas que cela. Le Cnrs n'en serait donc pas.

Le 6 juin 2014

Les élus de la liste « Ensemble transformer P8 et défendre l'Université »

site airap8.free.fr